Bilan d'activité
2017-2018

Terres en villes

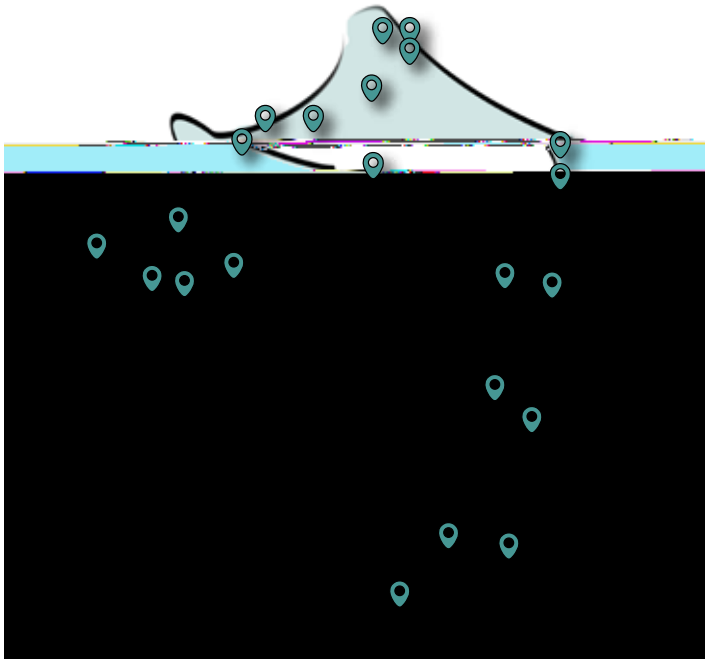
LE RÉSEAU DES ACTEURS LOCAUX DES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES D'AGGLOMÉRATION ET DE MÉTROPOLE.

Terres en villes, c’est bien sûr un réseau national d’agglomérations et de métropoles qui œuvre pour un dialogue

UN RESEAU NATIONAL DE TERRITOIRES...

Grâce aux initiatives de ses agglomérations et métropoles membres, Terres en villes est aujourd'hui le réseau français le plus engagé dans l'élaboration des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT). Une seule agglomération membre n'a pas encore déclaré élaborer ou prévoir d'élaborer un PAT. C'est dire qu'après l'agriculture périurbaine et l'agriculture urbaine, l'alimentation est en passe de devenir un objet commun de l'action publique territoriale.

Plus girondin que jacobin, Terres en villes participe aujourd'hui pleinement à cette territorialisation de grandes politiques nationales descendantes qui ont montré leurs limites. Il lui a fallu pour cela acquérir la légitimité suffisante, celle d'être le réseau des acteurs locaux des politiques agricoles et alimentaires d'agglomération et de métropole et d'en être le Lieu ressources reconnu.



...QUI ENGRANGE DES AVANCEES...

L'engagement des territoires membres dans les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) ou dans les PAT, dans l'agro-écologie ou dans les projets d'agriculture urbaine renouvelle sans cesse les échanges entre membres, le benchmarking et les travaux du réseau. Il permet à Terres en villes d'anticiper les grandes évolutions. Ainsi le réseau a-t'il anticipé dès 2008 l'émergence de la question alimentaire territoriale et construit progressivement sa stratégie.

Cette année plusieurs projets au long cours, d'envergure nationale, arrivent à un stade de maturité suffisant pour permettre de livrer des résultats stables et pertinents et de produire des outils opérationnels pour les membres comme pour beaucoup d'autres acteurs. Le réseau a ainsi fait la preuve qu'il savait allier durablement *intuition, stratégie et opérationnalité*...

La saison 1 du Réseau National pour un Projet Alimentaire Territorial Co construit et Partagé (RnPAT) co piloté avec l'APCA et dont Terres en villes est le chef de file, arrive à son terme. Après cinq élargissements successifs, RnPAT compte 67 membres dont 27 acteurs nationaux ou têtes de réseau et 50 acteurs territoriaux. Il est aujourd'hui reconnu comme le lieu d'échanges privilégié des acteurs des PAT. Des outils importants ont vu le jour à l'image du «Guide de financement des projets alimentaires territoriaux» réalisé par Terres en villes en collaboration avec Cap Rural ou les «Repères et points de vigilance pour co-construire son projet alimentaire territorial». Ces travaux serviront indéniablement de balises pour

L'expertise acquise et les initiatives des membres autorisent depuis plusieurs années Terres en villes à contribuer au débat national.
Mais ce sont aussi les initiatives d'autres réseaux comme France Urbaine qui conduisent le réseau à être plus réactif, à mieux faire valoir ses atouts et à se rapprocher de tels partenaires pour porter la parole des agglomérations et métropoles. L'initiative récente de la Rue Joubert (projet de coopération inter-réseaux) devrait dans l'avenir compléter les initiatives existantes comme la contribution co-écrite fin 2017 avec l'APCA «Conforter le Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux pour mieux les accompagner» pour les Etats Généraux de l'Alimentation.
C'est aussi pour ces raisons que Terres en villes co-organise les premières «Assises territoriales de la transition agro écologique et de l'alimentation durable» avec Montpellier Méditerranée Métropole, Agropolis International et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale. Elles se tiendront les 6 et 7 février 2019. Il est maintenant acquis que ce rendez-vous annuel sera organisé chaque année en alternance entre Montpellier et d'autres agglomérations du réseau.

En son nom propre, Terres en villes est également intervenu le 14 septembre 2017 à l'atelier 2 des EGA «Développer les initiatives locales et créer des synergies» afin d'évoquer les Projet Alimentaires Territoriaux et leurs premiers enseignements. Cet atelier était d'ailleurs co-animé par Johanna Roland, Présidente de Nantes Métropole, territoire membre du réseau Terres en villes. Et le réseau a produit sa contribution spécifique «Pour une implication plus forte des agglomérations, métropoles et autres territoires de projet dans la politique alimentaire».

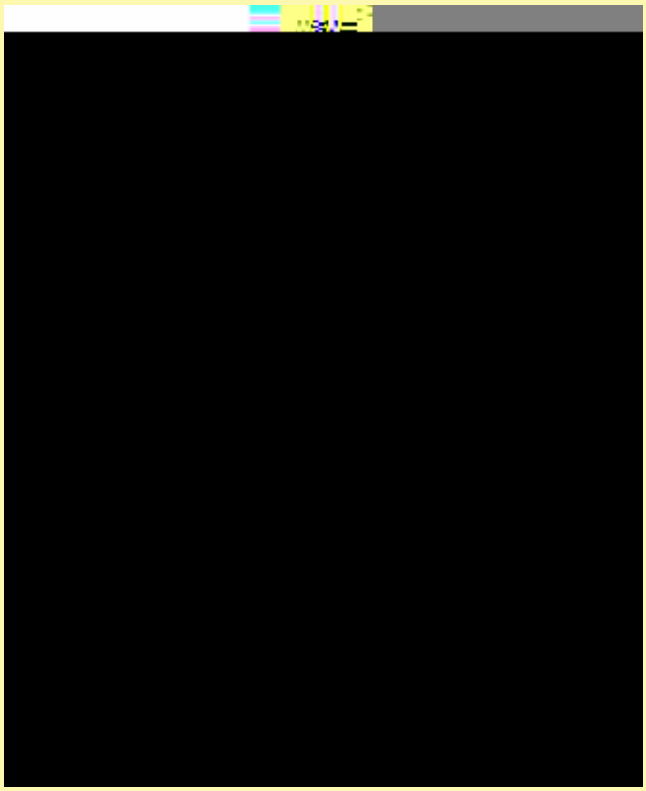
La stratégie de communication renouvelée du réseau (qui a débuté à l'été 2016 par la mise en ligne d'un nouveau site internet, bien plus ergonomique et au graphisme actualisé) est désormais stabilisée. Trois lettres d'information ont été envoyées sur l'année écoulée (octobre 2017, février 2018 et mai 2018), ce qui constitue désormais le rythme de croisière. Ces lettres d'information rendent compte de manière exhaustive et dynamique des actualités du réseau et sont globalement appréciées par les membres.
Le fil Twitter compte désormais 307 abonnés et 271 tweets et constitue un canal indispensable pour informer l'extérieur sur les actualités du réseau, rester proche des partenaires, mais également pour glaner de l'information utile.
Le site lettrons onA éseau,

CHANTIER 2 : PROTECTION ET MISE EN VALEUR CONCERTEE DES ESPACES AGRICOLES, FORESTIERS ET NATURELS (PERI)URBAINS

Même si l'essentiel de l'énergie s'est porté sur le chantier 3, le chantier 2 n'a pas été délaissé. Plusieurs travaux de fond ont été menés.

Le projet AgriPLUi s'est clôturé par la production d'un ouvrage co-écrit par les deux experts bénévoles de Terres en villes que sont Maurice Bonnand (ex-Maire et ex-Vice-Président de Saint-Etienne Métropole) et Jean Marly (ex-CERTU) ainsi que par l'équipe technique de Terres en villes. Ce document porte des messages forts pour une prise en compte effective de l'agriculture dans les PLUi et ce, tant à destination des élus que des techniciens. Ecrit dans un langage clair et direct, il retrace les moments clés de l'urbanisme réglementaire français pour ensuite aborder les dispositifs PLUi et les leviers à y actionner pour contribuer au projet agricole et alimentaire des agglomérations. Il s'inscrit dans les travaux AgriSCoT du réseau dont il reprend les recommandations lorsqu'elles restent pertinentes.

Si le document a mis du temps avant d'être diffusé et stabilisé, notamment en raison de la complexité et de la nouveauté du sujet, il permet au réseau d'être présent sur un outil central du panel d'outils de gestion des territoires. Les 17 agglomérations du réseau actuellement engagées dans un PLUi peuvent désormais s'emparer du document ainsi que des comptes rendus illustrés des quatre ateliers qui se sont tenus de fin 2016 à 2017.



Le réseau est également resté attentif aux débats des CDPENAF (69 et 42) et CIPENAF (petite couronne de l'Ile-de-France). Si l'attention a été moindre que les autres années (participation à trois d'entre-elles), elle s'est faite sur les sujets clés : approbation du PLUi de la métropole de Lyon, évolution du dispositif AOC, construction de référentiels pour la compensation collective agricole. Une réflexion devra être menée pour mieux définir la façon de capitaliser sur les

CHANTIER 3 : ECONOMIE AGRICOLE ET GOUVERNANCE ALIMENTAIRE

La stratégie de Terres en villes en matière d'économie et de gouvernance alimentaire s'appuie sur 4 types d'activités.

Le premier type, l'appui aux membres, a déjà été évoqué ci-dessus. Il garantit que l'équipe technique ne travaille pas « hors sol » mais se confronte régulièrement avec les réalités locales et les membres du réseau. Aux projets déjà cités, on appariera l'étude sur la place de la logistique et du commerce alimentaire dans les projets alimentaires territoriaux d'agglomérations et de métropoles du grand – ouest, étude financée par l'ADEME.

Le deuxième type d'activités concerne la mise en réseau, externe avec RnPAT saison 1 et saison 2 et interne avec Gouvalim II et III. Comme la saison 2 du RnPAT cherchera à rééquilibrer la dynamique PAT en faveur des territoires ruraux, la proposition Gouvalim III, en cours de rédaction, met l'accent sur la capitalisation des dynamiques d'agglomération et de métropole et sur la coopération entre celles-ci, les territoires voisins et les différentes échelles territoriales. Le travail de l'articulation des accompagnements de PAT aux échelles locales, régionales et nationales, mené par Audrey Boyer, stagiaire de l'IEP de Grenoble, a bien préparé cette évolution du RnPAT et de Gouvalim.

Le troisième type d'activités, l'expérimentation en matière de développent agricole, concerne actuellement le projet Onvar de Terres en villes sur « l'implication des collectifs d'agriculteurs dans les stratégies alimentaires territoriales et l'évolution du conseil en agriculture » et la participation au projet du Grand Lyon « Agro-écologie au service de la Restauration Collective » (ARC). Terres en villes a produit un outil intéressant : la publication de 20 fiches expériences issues du mémoire de Léa Viret, stagiaire au sein de l'association .

Quatrième et dernier type d'activité, les recherches-action préparent l'avenir et aident le réseau et ses membres à prendre du recul.

La recherche-action PSDR 4 FRUGAL a atteint un stade important. L'année écoulée a en effet été l'occasion de mettre en place le planning de valorisation 2018 – 2020 et de réunir au printemps 2018 en grand ouest une deuxième série de groupes locaux. Des opérations comme les transects de Grenoble et de Caen (quatre déambulations en groupe d'une dizaine de kilomètres chacune vers le centre de l'agglomération pour saisir la manière dont la problématique alimentaire s'inscrit dans l'espace, le paysage et la vie des habitants) ont rendu plus familiers et plus concrets les travaux des chercheurs.

Au terme d'échanges avec les acteurs et les chercheurs, Terres en villes, en tant que référent acteur, a produit des éléments d'acculturation, d'information, de formation ainsi que des outils méthodologiques nécessaires à la mise en place de systèmes alimentaires d'agglomération durables: l'«Autodiagnostic des pratiques d'accessibilité à l'alimentation de qualité pour tous», le «glossaire FRUGAL » et la « bibliographie commentée».
La «petite sœur», la recherche-action AProTer en Hauts-de-France se met seulement en place.

Enfin, le projet CAPDOR (Capitalisation et diffusion des connaissances issues des dispositifs de recherche partenariale sur le développement agricole et rural) issu de la « Mobilisation Collective pour le Développement Rural » (MCDR) a connu un moment important à la fin de l'année 2017.
Le séminaire de décembre a provoqué de riches échanges entre chercheurs et référents acteurs des cinq projets du programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) consacrés à l'alimentation. Avec comme objectif global de capitaliser les savoirs faire en matière de conduite partenariale des recherches-action ainsi que de transmission et d'appropriation des résultats de recherche par les acteurs.

CHANTIER 4 : EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE

La décision de réactiver ce chantier avait déjà été prise lors du séminaire interne de janvier 2017 et des conseils d'administration suivants. Le Conseil d'administration de novembre 2017 et deux bureaux successifs ont conduit à l'élaboration d'une stratégie présentée et validée par le Conseil d'administration du 22 mars 2018.

Les administrateurs et les techniciens ont partagé le constat que la question alimentaire avait dorénavant une dimension internationale forte. La volonté des organismes internationaux d'impliquer les gouvernements locaux en raison des limites des politiques nationales et les initiatives comme le Pacte de Milan ont accéléré cette prise de conscience. Il n'est plus possible de s'en tenir à son carré national si l'on veut progresser chez soi et se faire valoir. Plusieurs métropoles et agglomérations du réseau l'ont compris comme celles de Douai, Nantes, Montpellier, Lyon, Grenoble…
Terres en villes qui avait investi les dix premiers années de son existence l'échelle européenne en partenariat avec les réseaux Purple et Arc Latin, devrait renouer avec ces coopérations d'autant plus que la saison 2 du RnPAT doit absolument à la demande des financeurs, prendre en compte la dimension européenne.
La stratégie arrêtée tient en quatre points :

- Contribution pour l'évolution de la PAC d'après 2020.
- Information des membres sur les appels à projet.
- Appui aux territoires français signataires du Pacte de Milan.
- Capitalisation et appui à la coopération décentralisée.

Les sollicitations comme celles des Rencontres Leader (animation d'un atelier par le réseau) du GRET – Professionnels du développement solidaire (intervention de Terres en villes à Siem Reap au Cambodge) et les opportunités telles que les 1ères Assises de l'agro écologie et de l'alimentation qui affichent une dimension internationale ont montré depuis que les orientations allaient dans le bon sens, Il s'agira dorénavant de concrétiser ces intentions.

Terres en villes

Le réseau français des acteurs des politiques agricoles et alimentaires d'agglomérations

www.terresenvilles.org

40, avenue Marcelin Berthelot
CS92608 - 38036 Grenoble Cedex 2

22, rue Joubert
75009 Paris